

**Convention collective**  
**IDCC : 3210. – BANQUE POPULAIRE**  
**(15 juin 2015)**

---

AVENANT DU 26 MARS 2018  
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 40  
CONCERNANT LES SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS  
NOR : ASET1850604M  
IDCC : 3210

---

Entre :  
BPCE,  
D'une part, et  
CFDT ;  
CFTC ;  
SNB CFE-CGC ;  
UNSA BP,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires pour l'année 2018, a été signé un accord de branche à durée déterminée de 1 an en date du 20 décembre 2017. L'article 4 de cet accord prévoit la revalorisation des salaires minima conventionnels de la branche Banque populaire.

Par le présent avenant, les parties signataires décident de modifier les dispositions de l'article 40 de la convention collective du 1<sup>er</sup> juillet 2015 concernant les salaires minima conventionnels afin d'y intégrer ces évolutions.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 40 de la convention collective*

Le 6<sup>e</sup> alinéa de l'article 40 de la convention collective concernant les salaires minima conventionnels est modifié comme suit :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les minima sont fixés comme suit :

Grille des salaires annuels minima de branche pour une durée de travail correspondant à la durée légale du travail :

NIVEAU	TRANCHE d'ancienneté < 5 ans	TRANCHE d'ancienneté ≥ 5 et < 10 ans	TRANCHE d'ancienneté ≥ 10 et < 15 ans	TRANCHE d'ancienneté ≥ 15 et < 20 ans	TRANCHE d'ancienneté ≥ 20 ans
A	19 351	19 560	20 148	20 745	21 365
B	19 664	19 876	20 473	21 092	21 722
C	20 080	20 296	20 907	21 537	22 175
D	20 980	21 195	21 833	22 485	23 159
E	21 972	22 206	22 873	23 561	24 267
F	23 966	24 225	24 953	25 702	
G	26 560	26 824	27 631	28 486	
H	29 296	29 590	30 478		
I	35 795	36 153	37 234		
J	43 247	43 678	44 990		
K	51 456	51 978	53 536		

## Article 2

### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prend rétroactivement effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## Article 3

### *Clause de suivi*

Les parties signataires conviennent de se revoir en cas de modifications légales, réglementaires ou interprofessionnelles des règles impactant significativement les termes du présent avenant.

En outre, les parties signataires pourront se réunir pour examiner et résoudre les éventuelles difficultés concernant ses modalités d'application.

## Article 4

### *Révision et dénonciation*

Le présent avenant peut faire l'objet d'une demande de révision conformément aux dispositions légales en vigueur.

Jusqu'à la fin du cycle électoral au cours duquel il a été conclu, le présent avenant peut faire l'objet d'une procédure de révision engagée par une ou plusieurs parties signataires ou adhérentes.

À l'issue du cycle électoral au cours duquel il a été conclu, le présent avenant peut faire l'objet d'une procédure de révision engagée par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de l'accord, qu'elles en soient signataires ou non, adhérentes ou non, ou par BPCE.

Toute demande de révision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique aux parties habilitées à participer aux négociations de l'avenant de révision. Cette lettre doit indiquer les points concernés par la demande de révision. Les négociations concernant cette demande devront s'ouvrir au plus tard, dans un délai de 2 mois, à compter de la réception de la demande de révision.

L'une ou l'autre des parties signataires peut dénoncer le présent avenant, dans les conditions prévues par les dispositions légales en vigueur, sous réserve de respecter un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des parties signataires

## **Article 5**

### *Publicité*

Le présent avenant est notifié par BPCE à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans la branche Banque populaire.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent avenant sera déposé par BPCE en double exemplaire auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par BPCE au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 26 mars 2018.

(Suivent les signatures.)